

Rapport mondial sur le développement durable 2019
Communiqué de presse

New York, 11 septembre – Eradiquer la pauvreté et atteindre le bien-être de tous les habitants de la Terre - qui devrait compter huit milliards et demi d'individus d'ici 2030 - est encore possible, mais seulement s'il y a un changement fondamental et urgent dans la relation entre l'homme et la nature et une réduction significative des inégalités sociales et de genre entre et dans les pays, dit un nouveau rapport des Nations Unies rédigé par un groupe de scientifiques indépendants. Il sera présenté au Sommet des Objectifs du Développement Durable (ODDs) 2019, mais est rendu public aujourd'hui.

Commandité par l'ensemble des Etats membres des Nations Unies, ce Rapport constitue la première évaluation quadriennale de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 des 17 ODDs adoptés en Septembre 2015. Il est le premier de ce type depuis l'adoption, il y a quatre ans, des objectifs de développement durable qui ont fait date. Intitulé « Le Futur c'est maintenant : La science au service du développement durable », ce rapport conclut que le modèle de développement actuel n'est pas durable et que les progrès réalisés au cours des deux dernières décennies risquent d'être anéantis par l'aggravation des inégalités sociales et le déclin, potentiellement irréversible, de l'environnement naturel qui nous soutient. Le groupe de scientifiques indépendants a conclu qu'un avenir beaucoup plus optimiste est encore possible, mais seulement si les politiques de développement prennent des trajectoires drastiquement différentes et si des actions et des incitations nécessaires sont prises.

Le Rapport démontre qu'une meilleure compréhension des multiples interdépendances qui existent entre chacun des 17 ODD pris individuellement est essentielle pour définir et réaliser des politiques en mesure d'assumer les arbitrages, souvent complexes et difficiles, entre les ODD et de maximiser les synergies positives entre eux.

Un impérieux besoin de transformation

La croissance économique par la seule augmentation de la consommation de biens matériels n'est plus une option viable au niveau mondial : les projections indiquent que l'utilisation mondiale de matériaux devrait plus que doubler entre 2011 et 2060, passant de 79 Gt à 167 Gt, ce qui entraînerait une augmentation correspondante des émissions de gaz à effet de serre et d'autres polluants toxiques provenant de différentes sources dont les activités minières, par exemple.

Le modèle de développement actuel a apporté la prospérité à des centaines de millions de personnes. Mais il a également entraîné de nombreux effets négatifs persistants et des niveaux d'inégalité jamais encore atteints qui sont un frein à l'innovation, la cohésion sociale et la croissance économique durable. Il conduit la planète vers des points de non-retour en particulier en ce qui concerne le système climatique et la perte de biodiversité. Pour changer de cap, les scientifiques affirment le besoin de transformer en profondeur nos activités et

comportements dans un certain nombre de domaines, notamment l'alimentation, l'énergie, la consommation, la production, et le développement urbain.

Ces transformations doivent être le fruit d'une action coordonnée des gouvernements, des entreprises, des communautés, de la société civile et des individus. La science a un rôle particulièrement important à jouer - un rôle d'autant plus important qu'elle investit les champs thématiques de la durabilité de manière interdisciplinaire, sciences naturelles et sociales et qu'elle se développe partout de la même manière notamment dans les pays en développement.

Le rapport souligne que la réalisation des ODDs nécessite de dissocier la croissance économique des activités qui conduisent à la dégradation de l'environnement, de lutter contre la pauvreté, de réduire les inégalités sociales, de genre, de revenus et de promouvoir l'égalité des chances et une société plus juste qui prend en compte les différences et le handicap.

Comme tous les pays ne partent pas du même point, les scientifiques affirment que des niveaux de croissance plus élevés sont encore nécessaires dans les pays les plus pauvres, afin d'assurer les services sociaux et la mise en place d'infrastructures de qualité. Ils mettent cependant en garde contre les options de croissance d'abord à n'importe quel prix puis la réparation des dégâts engendrés. Le rapport souligne également la nécessité d'améliorer l'accès aux technologies et aux connaissances pour les pays en développement.

Les pays développés doivent modifier leurs modes de production et de consommation, notamment en limitant l'utilisation des combustibles fossiles et des plastiques. Ils doivent encourager les investissements publics et privés en ligne avec les ODDs.

Le groupe des scientifiques indépendants suggère que l'ONU crée un nouveau label pour des investissements favorisant le développement durable, avec des procédures et des critères clairs. Ce label encouragera et récompensera les investissements dans les industries et sur les marchés financiers qui font progresser le développement durable et découragera les investissements qui ne le font pas.

Les transformations en profondeur que l'adoption des ODD nécessite ne sont pas faciles à mettre en œuvre. C'est pourquoi le rapport insiste sur leur nécessaire compréhension scientifique pour anticiper et atténuer les tensions et les compromis inhérents aux nécessaires changements structurels généralisés. Il s'agit par exemple d'anticiper les transformations des secteurs industriels et la perte des emplois inhérents à l'abandon des combustibles fossiles, de promouvoir des activités de substitution et permettre à tous les moyens alternatifs décentes de subsistance.

Les auteurs soulignent qu'une volonté et un engagement politiques forts seront indispensables pour opérer les transformations nécessaires, qu'il n'existe pas de solutions miracles et que les interventions dans les pays développés seront très différentes de celles des pays en développement.

Un appel à l'action : 20 interventions qui font la différence !

Dans son « appel à l'action », le rapport identifie vingt interventions susceptibles de créer des progrès, de transformer les trajectoires de développement et d'accélérer la réalisation des ODDs et de leurs cibles au cours de la prochaine décennie. Ces interventions ciblées ont été définies à partir de l'analyse de la littérature scientifique récente sur les interconnexions

systémiques et sur l'identification des synergies et des compromis nécessaires entre les différents ODD et leurs cibles.

Le rapport préconise l'accès universel à des services de base de qualité comme condition préalable à l'éradication de la pauvreté et au bien-être humain : santé, éducation, infrastructures d'eau et d'assainissement, logement et protection sociale. Le rapport appelle à redoubler d'efforts pour mettre fin à la discrimination juridique et sociale et à renforcer les syndicats, les organisations non gouvernementales, les groupes de femmes et les autres organisations communautaires, les considérant tous comme des partenaires importants dans les efforts visant à mettre en œuvre l'Agenda 2030.

Les auteurs identifient les systèmes alimentaires et énergétiques comme des domaines particulièrement importants pour le changement, car ces systèmes, tels qu'ils fonctionnent actuellement, amènent le monde vers des points de non-retour environnementaux. Ils sont également des domaines clés pour assurer la santé et le bien-être des humains.

Le système alimentaire exige de vastes changements dans toutes ses composantes, que ce soit au niveau des infrastructures de production, des habitudes de consommation, des comportements culturels et sociétaux et des politiques actuelles qui ne permettent pas d'améliorer le statu quo. Aujourd'hui, environ 2 milliards de personnes souffrent d'insécurité alimentaire et 820 millions de personnes sont sous-alimentées. Dans le même temps, les taux de surpoids augmentent dans presque toutes les régions du monde, les chiffres mondiaux atteignant 2 milliards d'adultes en surpoids et 40 millions d'enfants de moins de cinq ans atteints d'obésité.

Pour les pays en développement, il faut renforcer les seuils de protection sociale pour assurer la sécurité alimentaire et la nutrition. Les pays développés doivent réduire l'impact environnemental de leurs systèmes de production alimentaire, en tenant compte de l'ensemble de la chaîne de valeur, en réduisant le gaspillage alimentaire et leur dépendance aux protéines animales. Les pays en développement et les pays développés doivent tous ensemble accorder plus d'attention à la malnutrition sous toutes ses formes, y compris le nombre de plus en plus élevé de personnes souffrant d'obésité.

Le système énergétique doit également se transformer pour permettre l'accès à l'énergie à tous - près d'un milliard de personnes n'ont pas accès à l'électricité, principalement en Afrique subsaharienne, et plus de 3 milliards de personnes dépendent de combustibles solides polluants pour cuisiner, causant environ 3,8 millions de décès prématurés chaque année. Cette « fracture énergétique » doit et peut être réduite à un moment où l'efficacité énergétique augmente et la production d'électricité à partir de combustibles fossiles sans piégeage et stockage du carbone est progressivement supprimée à l'horizon 2050, afin que l'économie mondiale soit totalement décarbonisée, conformément à l'accord de Paris.

La part des énergies renouvelables modernes dans l'approvisionnement énergétique mondial total a augmenté en moyenne de 5,4 % par an au cours de la dernière décennie. Pendant ce temps, le prix de l'électricité renouvelable a chuté de 77 % pour l'énergie solaire photovoltaïque et de 38 % pour l'énergie éolienne terrestre - et pendant cinq années consécutives, les investissements mondiaux dans les énergies propres ont dépassé 300 milliards de dollars par an.

Toutefois, cette transition énergétique est encore ralentie au niveau mondial par des subventions directes et indirectes aux combustibles fossiles qui persistent à ignorer leurs véritables coûts économiques, sanitaires et environnementaux.

Les deux tiers de la population mondiale vivra dans les villes d'ici à 2050 ; le rapport conclut que la réalisation de l'Agenda 2030 nécessite des villes plus compactes et plus efficaces, mieux desservies par des transports publics et autres infrastructures de qualité, disposant des services sociaux et d'activités économiques offrant des moyens de subsistance décents et durables. Les industries et les services devront s'orienter vers des solutions fondées sur la nature et les progrès technologiques. Les partenariats et les réseaux entre villes homologues aideront les dirigeants municipaux à échanger sur les bonnes pratiques, augmenter leur capacité d'expertise et investir dans la construction d'une "science de la ville".

Le groupe de scientifiques indépendants insiste sur la préservation des biens communs et de l'environnement mondial comme l'atmosphère, les océans, les rivières, les lacs ou les forêts. Ils doivent être sauvegardés en tant que pourvoyeurs de services écosystémiques et de ressources naturelles. Les gouvernements, les communautés locales, le secteur privé et les acteurs internationaux doivent travailler ensemble pour conserver, restaurer et utiliser durablement les ressources naturelles. L'évaluation précise des actifs environnementaux est une première étape essentielle, et leur valeur doit être prise en considération dans les prix, les transferts, la réglementation et les autres instruments économiques.

Evidence scientifique et prise de décisions

La science doit jouer un rôle majeur dans la promotion du développement durable. Les universités, les décideurs et les bailleurs de fonds de la recherche doivent accroître leur soutien à une recherche guidée par l'Agenda 2030. Simultanément, les chercheurs en science de la durabilité et dans d'autres disciplines doivent travailler ensemble pour résoudre les problèmes de développement et renforcer l'interface science-politique-société, en fournissant à la société et aux décideurs politiques des informations qu'ils peuvent utiliser pour résoudre les problèmes de développement.

Le Rapport plaide pour une priorité accrue, dans les systèmes de recherche tant publics que privés, en faveur du champ émergent de la science de la durabilité qui se fonde sur les approches interdisciplinaires, les sciences participatives avec les communautés concernées et le renforcement des capacités de recherche et de formation scientifique dans les pays en développement. Ces dernières doivent notamment devenir une priorité de l'aide au développement. Les Nations Unies et leurs Etats Membres, les consortiums et institutions de recherche comme celles dédiées à la culture scientifique et technologique doivent travailler ensemble pour promouvoir les échanges inter-pays et interdisciplinaires en faveur de la science de la durabilité

**

A propos du Rapport mondial sur le développement durable

Le Rapport mondial quadriennal sur le développement durable a été commandé par les États membres des Nations Unies en 2016, afin d'aider à éclairer le Sommet de 2019 sur les Objectifs du Développement Durable. Il a été rédigé par un groupe indépendant de 15 scientifiques nommés par le Secrétaire Général des Nations Unies.

Ce groupe de scientifiques indépendants comprend des experts de différentes disciplines des sciences naturelles et environnementales, sciences de la vie et sciences humaines et

sociales exerçant dans les pays avancés comme dans les pays en développement. Il rend public aujourd'hui le rapport intitulé « Le futur c'est maintenant : La science au service du développement durable ». Le groupe est coprésidé par Peter Messerli, directeur du Centre pour le développement et l'environnement de l'Université de Berne (Suisse) et Endah Murniningtyas, ancien vice-ministre indonésien du Plan.

Le rapport peut être consulté à l'URL suivante :

<https://sustainabledevelopment.un.org/gsdr2019>

La liste complète des membres du Groupe de Scientifiques Indépendants (IGS) est donnée à l'URL :

<https://sustainabledevelopment.un.org/gsdr2019>

Pour plus d'informations sur le Rapport, y compris pour des demandes d'interviews des scientifiques auteurs du Rapport, merci de contacter:

Dan Shepard, UN Dept. of Global Communications, tel 1 212 963-9495, email shepard@un.org ou Stephanie Rambler (rambler@un.org), Département des Affaires Economiques et Sociales des Nations Unies (UNDESA).